



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Disparition programmée des « plus de maîtres que de classes » : les départements dans l'action

Dans le cadre du préavis de grève national déposé par le SNUipp-FSU, quatre départements sont en grève aujourd'hui pour défendre le dispositif « Plus de maîtres que de classes » menacé par le nouveau ministère. Bien qu'il affirme que ce dispositif ne disparaîtra dans aucun département et qu'il peut coexister avec les CP à 12, ce sont plus de 200 postes de ce dispositif qui seraient supprimés en Seine-Saint-Denis, dans le Rhône, le Var et le Vaucluse.

Aujourd'hui vendredi 23 juin les enseignants de ces départements sont en grève, avec des manifestations et des rassemblements devant les IA-DSDEN. Dans le Tarn-et-Garonne et en Seine-et-Marne, ce sera le 26. Dès le 30 mai, la Haute-Garonne avait lancé une grève départementale, suivie le 15 juin d'un rassemblement devant le Rectorat parce que là aussi, 22 postes de PDMQDC seraient fermés. Le 29 juin, le SNUipp-FSU de Haute-Garonne appelle les enseignants à une nouvelle grève pour pérenniser et généraliser le dispositif « plus de maîtres que de classes ».

Les personnels, avec le SNUipp-FSU, protestent contre la mort programmée d'un dispositif prometteur, répondant aux demandes des enseignants qui exercent en zone d'éducation prioritaire, qui permet un travail plus collectif, la réalisation de projets, de mieux aider les élèves en difficulté, et présente déjà des effets notables sur les apprentissages. En plein déploiement – les « Plus de maîtres » ne sont encore que 3220 sur les 7000 annoncés- et avant même d'avoir pu être évalués, les « maîtres + » pourraient purement et simplement passer à la trappe.

Dans certaines académies, le dispositif est cependant maintenu. Dans ce cas, pour assurer le dédoublement des CP, les DASEN ont choisi de modifier les missions des maîtres supplémentaires qui n'interviennent plus que dans les CP. Ils ont de plus pioché dans les postes de remplacement, les dispositifs « scolarisation des moins de trois ans » ou les nécessaires ouvertures de classe à la rentrée.

Alléger les effectifs des CP en REP+, c'est nécessaire. Mais ça l'est tout autant dans les autres classes, en REP+, comme en REP ou hors éducation prioritaire. Pour prévenir les difficultés scolaires, il faut aussi former et recruter des personnels spécialisés afin que les RASED retrouvent les effectifs d'avant 2008, avant que les gouvernements Fillon ne suppriment 5000 postes. Pour cela il faut investir durablement dans le premier degré pour combler le retard avec la plupart des pays comparables au nôtre et qui réussissent beaucoup mieux en termes de réussite des élèves et de lutte contre les inégalités.

Les enseignants veulent en premier lieu pouvoir travailler sereinement, sans pilotage à vue au gré des alternances et sans remise en cause arbitraire du travail mené depuis plusieurs années.

Pour le SNUipp-FSU les décisions du ministère obèrent une rentrée sereine dans l'éducation prioritaire. Le SNUipp continuera de défendre le dispositif « Plus de maîtres que de classes ». C'est pourquoi il a lancé [une grande collecte de témoignages](#) pour donner la parole aux enseignants et la porter au ministre. Il décidera avec eux de nouvelles modalités de poursuite de l'action.

Paris, le 23 juin 2017